

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

**DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE
ET DU FINANCEMENT**



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

RAPPORT ANNUEL DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2020



Février 2021

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions par adjudications en 2020.....	7
Tableau 2 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2020	7
Tableau 3 : Réparation des engagements signés en 2020 (en milliards de FCFA)	9
Tableau 4 : Décaissement extérieurs y compris la BOAD obtenus au titre de la COVID-19	10
Tableau 5 : Caractéristiques des Bons de Trésor émis en 2020 y compris les bons COVID-19.....	12
Tableau 6 : Caractéristiques des Emissions d'obligations du Trésor effectuées en 2020	13
Tableau 7 : Caractéristiques du prêt de la Société Générale	14
Tableau 8 : Encours de la dette publique de 2018 à 2020 (en milliards de FCFA).....	15
Tableau 9 : Situation de la dette de 2018 à 2020.....	16
Tableau 10 : Dynamique de la dette intérieure entre 2019 et 2020	17
Tableau 11 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2020	18
Tableau 12 : Caractéristiques et encours des emprunts bilatéraux au 31 décembre 2020.....	19
Tableau 13 : Caractéristiques et encours des emprunts multilatéraux au 31 décembre 2020	19
Tableau 14 : Caractéristiques et encours des emprunts commerciaux au 31 décembre 2020	20
Tableau 15 : Indicateurs de coût et de risques à fin décembre 2020	21
Tableau 16 : Encours des prêts garantis en 2020 par l'Etat en milliards de FCFA.....	24
Tableau 17 : Liste des requêtes de financement adressées aux bailleurs de fonds.....	27

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Courbe de rendement du Togo au 31 décembre 2020.....	8
Figure 2: Répartition par secteur de financements obtenus en 2020	9
Figure 3 : Situation des décaissements extérieurs au titre du PIP en 2020.....	10
Figure 4 : Réalisation des émissions de titres publics par maturité au 31 décembre 2020.....	11
Figure 5 : Répartition des Bons du Trésor émis en 2020 par zone géographique	12
Figure 6: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2018 à 2020	13
Figure 7 : Evolution des émissions brutes de 2016 à 2020	17
Figure 8 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devises à fin 2020	18
Figure 9 : Seuil de viabilité de la dette extérieure	25
Figure 10 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)	26

SIGLES ET ACRONYMES

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNY	Yuan renminbi
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DDPF	Direction de la Dette Publique et du Financement
DGEAE	Direction Générale des Etudes et de l'Analyse Economique
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	Fonds African de Développement
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FED	Réserve Fédérale des Etats Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSN	Fonds Spécial du Nigéria
FMI	Fonds Monétaire International
EUR	Euro
IDA	Association Internationale de Développement
MUFG	Mitsubishi UFJ Financial Group
OPEC	Organisation de l'OPEP pour le Développement International
OTR	Office Togolais des Recettes
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
UCF	Unité de Compte FAD
USD	Dollar des Etats Unis
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

Introduction

Le présent rapport témoigne de la volonté des autorités togolaises de poursuivre les réformes engagées ces dernières années pour renforcer la transparence dans la gestion de la dette publique conformément aux bonnes pratiques internationales.

Ledit rapport rend compte de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement, la ventilation de la dette publique par devise, par structure d'échéance et par structure de taux d'intérêt ainsi que l'utilisation des ressources mobilisées.

Il s'articule autour des points ci-après :

- les objectifs de la gestion de la dette publique ;
- le contexte macroéconomique et financier ;
- le point sur la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public de l'année 2020 ;
- la structure de la dette publique ;
- les indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique ;
- la dette garantie par l'Etat ;
- les activités du Comité National de la Dette Publique ; et
- le point de mise en œuvre des réformes.

I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Les objectifs de la gestion de la dette publique au Togo s'alignent sur les standards communautaires et internationaux. Ils visent à (i) assurer les besoins de financement de l'Etat avec un compromis de risques et de coût acceptable et le paiement à temps réel de ses échéances, (ii) maintenir les indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette publique en-dessous de la norme communautaire de l'UEMOA et des seuils définis dans le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) développé par le FMI et la Banque Mondiale, (iii) promouvoir le marché des titres d'Etat.

II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES

A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt

1- Evolution de l'économie

L'année 2020 a débuté avec une crise sanitaire majeure liée à la pandémie de la COVID-19. Cette dernière a amené les gouvernements à prendre des mesures inédites de santé publique, plus ou moins drastiques, qui ont des conséquences immédiates et réelles sur l'activité économique, entraînant une récession mondiale d'une ampleur sans précédent. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le PIB mondial s'est contracté de 3,5% en 2020 contre une croissance de 2,8% en 2019.

Au plan national, en dépit de l'amélioration du climat des affaires et de la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND 2018-2022), la croissance économique a connu un ralentissement en raison de l'impact négatif des différentes mesures prises pour freiner la propagation de la COVID-19. Le taux de croissance est ressorti à 1,8% en 2020 contre 5,5% en 2019. L'inflation mesurée par l'indice national harmonisé des prix à la consommation est de 1,8% en 2020.

Au titre des finances publiques, le déficit budgétaire en pourcentage du PIB est de 7,0% en 2020 contre 0,8% 2019, soit une aggravation de 6,2 points de pourcentage due notamment aux dépenses liées à la riposte contre la COVID-19.

Les recettes et dons mobilisés au cours de l'année 2020 se chiffrent à 702,4 milliards de FCFA, en baisse de 5,7% par rapport à 2019. Ils représentent 16,1% du PIB. Les recettes fiscales s'élèvent à 531,5 milliards de FCFA contre 551,4 milliards de FCFA en 2019, soit une régression de 3,6% impulsée par les "Impôts sur les revenus et les bénéfices" (-8,9%), les "Impôts sur le commerce

extérieur" (-15,2%) et les "Autres impôts" (-5,6%). Les « Taxes sur les biens et services » ont progressé de 4,1%. Les recettes non fiscales sont passées de 71,1 milliards de FCFA en 2019 à 71,6 milliards de FCFA en 2020.

Les dépenses totales s'élèvent à 1 006,7 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 28,4% par rapport à 2019 et représentent 23,1% du PIB. Les dépenses courantes ordonnancées en 2020 s'élèvent à 612,5 milliards de FCFA contre 549,0 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 11,6%. Les dépenses d'investissement ordonnancées se chiffrent à 394,2 milliards de FCFA en 2020 contre 234,7 milliards de FCFA en 2019 et représentent 9,0% du PIB.

La balance des paiements enregistrerait un solde excédentaire de 244,5 milliards de FCFA en 2020, résultant d'un déficit courant de 64,4 milliards de FCFA, d'un excédent du solde du compte de capital de 195,3 milliards de FCFA et d'un passif net du compte financier de 113,6 milliards de FCFA.

La situation monétaire, au terme de l'année 2020 comparée à 2019, s'est traduite par une expansion de 11,4% de la masse monétaire consécutive à la progression des actifs extérieurs nets de 33,5%, amoindrie par une baisse des créances intérieures de 2,0%.

2- Evolution des taux d'intérêts

En réponse à la crise, la Fed a abaissé ses taux directeurs au plancher historique de 0,25 % et la BCE a maintenu les siens bas (taux de dépôt à -0,5 %, taux de refinancement des banques à la BCE à 0,0 %) en diminuant davantage le taux de refinancement des nouveaux crédits bancaires (accès, pour les banques, à cette liquidité jusqu'à un taux de -1 %)¹.

Dans l'UEMOA, sur le marché monétaire, on note une détente des taux d'intérêt qui s'est poursuivie au troisième trimestre 2020, favorisée par les opérations d'adjudications, sur les guichets d'open-market à une semaine et à un mois de la BCEAO, à un taux fixe de 2,00%.

Le coût moyen des ressources offertes au troisième trimestre 2020 par la Banque Centrale sur le guichet à une semaine s'est ainsi établi à 2,00% contre 2,46% au deuxième trimestre 2020. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen, toutes maturités confondues, est ressorti en baisse, s'établissant à 3,02% contre 3,67% un trimestre plus tôt. Sur la maturité à une semaine, qui

¹ <https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/politiques-monetaires-en-revolution>

totalise 62,8% du volume global des transactions trimestrielles, le taux d'intérêt moyen pondéré a baissé à 2,73% contre 3,45% au trimestre précédent et 4,31% un an plus tôt².

L'année 2020 est marquée par un contexte de liquidités favorables aux émissions sur le marché des titres publics, ce, au regard des performances enregistrées sur les émissions.

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions par adjudications en 2020

Maturité	Rendement moyen pondéré au 31/12/2020	Rendement moyen pondéré au 31/12/2019	Ecart en %
1 mois	1,99%		-
3 mois	3,56%	4,90%	- 1,34%
6 mois	4,37%	5,66%	- 1,29%
12 mois	5,06%	5,97%	- 0,93%
3 ans	6,20%	6,60%	-0,40%
5 ans	6,27%	6,58%	- 0,31%
7 ans	6,46%	6,71%	- 0,25%
10 ans	6,67%	6,46%	0,21%

Source : UMOA-Titres

Les rendements ont baissé sur tous les points de la courbe des rendements en 2020 sauf pour les maturités de 10 ans.

Pour l'Etat togolais, on note également une baisse uniforme des rendements de 50 pb en moyenne sur les différents points de rendement par rapport au niveau enregistré en 2019 (toutes maturités confondues), comme le montre le tableau et la figure ci-dessous.

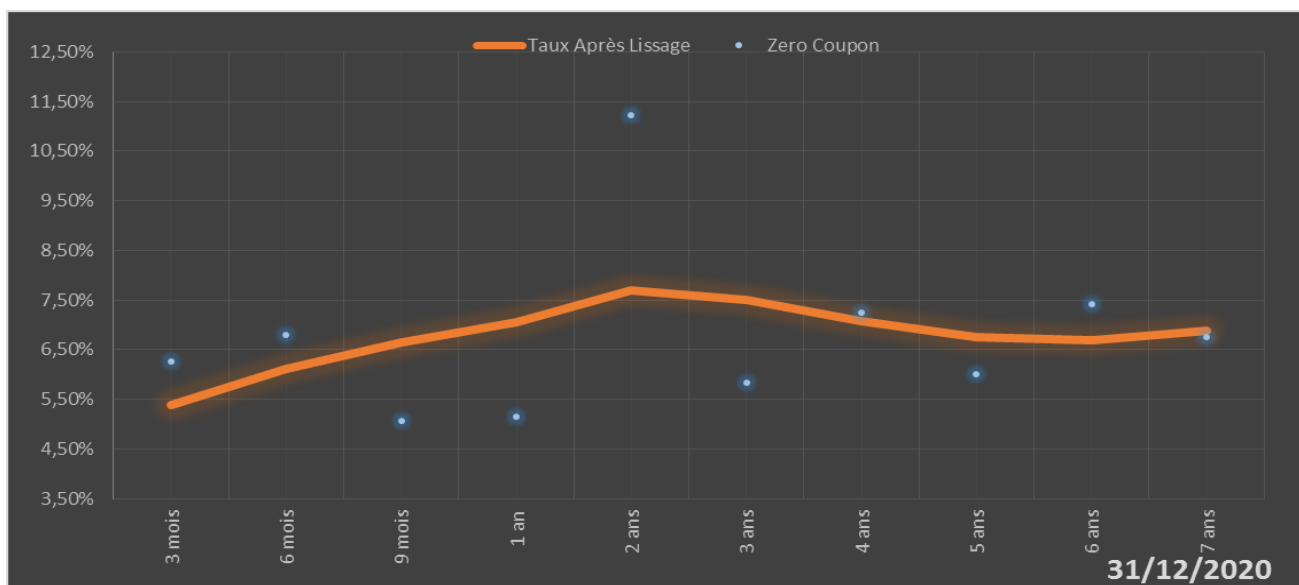
Tableau 2 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2020

	TMP/ RMP au 31/12/2019	TMP/ RMP au 31/12/2020	Variation Déc. 2019 -Déc 2020
1 an	6,28%	5,21%	- 1,07%
2 ans	7,88%	-	-
3 ans	6,88%	6,25%	- 0,63%
5 ans	6,70%	6,42%	-0,28%
7 ans	-	6,49%	-

Source : UMOA-Titres

² BCEAO « Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UMOA du troisième trimestre 2020 » Décembre 2020

Figure 1 : Courbe de rendement du Togo au 31 décembre 2020



Source : UMOA-Titres

III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT EN 2020

A- Financements extérieurs

1- Nouveaux engagements extérieurs

La stratégie retenue pour l'année 2020 vise la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels, la poursuite de la mise en œuvre des clauses du programme avec le FMI 2017-2019, l'amélioration de la qualité de ses politiques et institutions pour bénéficier des nouvelles facilités de l'IDA18&19 et du FAD14&15, ainsi que des dons auprès d'autres partenaires. Elle autorise également la mobilisation des emprunts extérieurs non concessionnels de valeur actualisée nette de 120 milliards de FCFA dans le cadre de l'opération de reprofilage.

Au titre de l'année 2020, le montant des engagements extérieurs du Gouvernement togolais est estimé 298,87 milliards de FCFA, ventilé par type de créanciers comme l'indique le tableau ci-dessus :

Tableau 3 : Réparation des engagements signés en 2020 (en milliards de FCFA)

CREANCIERS	MONTANT DES ENGAGEMENTS SIGNES EN 2020	EN %
BILATERAUX	43,79	14,65%
COMMERCIAUX	96,95	32,44%
MULTILATERAUX	158,13	52,91%
TOTAL DES ENGAGEMENTS	298,87	100,00%

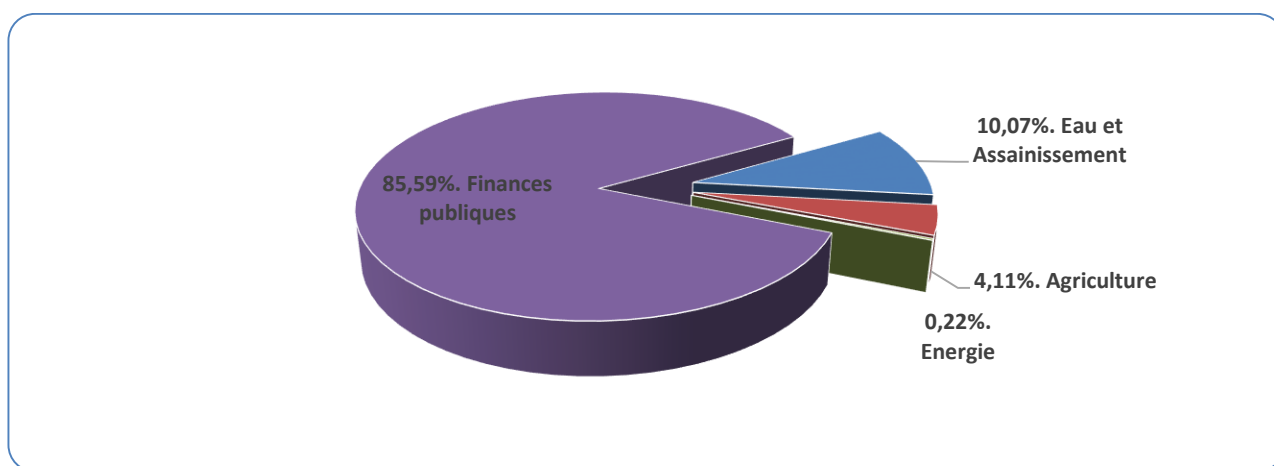
Sources : DGTCP

Cette politique de mobilisation des ressources extérieures est en phase avec les orientations du document de stratégie d'endettement public 2020-2024 qui vise la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels.

La mobilisation des emprunts extérieurs tient également compte de l'opération de reprofilage de la dette intérieure qui permettra de réduire le risque de refinancement liée au portefeuille de la dette publique.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des emprunts extérieurs en 2020 par secteurs. Il s'agit des secteurs : des Finances Publiques, de l'Eau et Assainissement, de l'Agriculture et de l'Energie.

Figure 2: Répartition par secteur de financements obtenus en 2020



Source : DGTCP

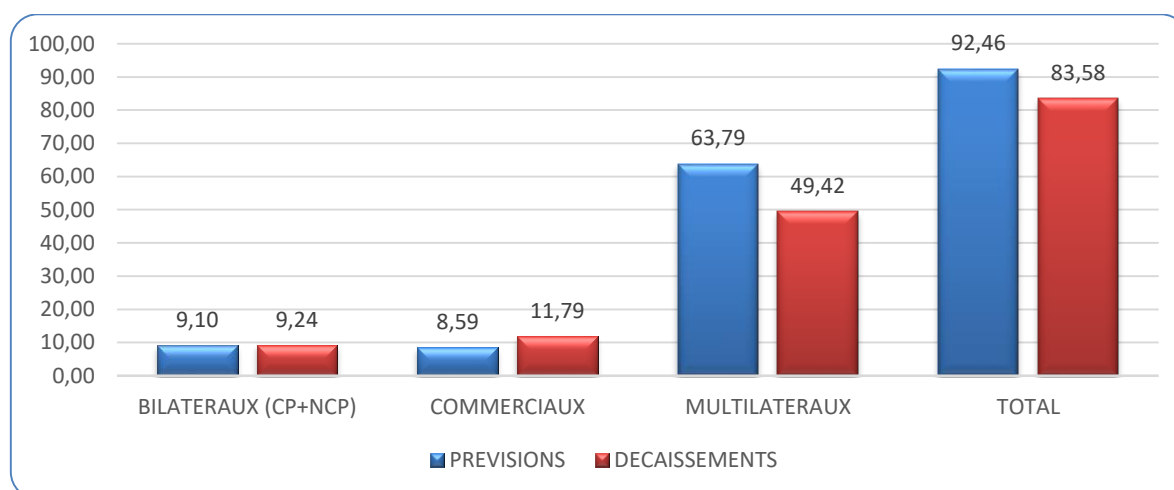
2- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2020

Le montant du plan de financement au titre de l'année 2020 se chiffre à 695,41 milliards de FCFA y compris la BOAD et hors les produits de privatisation. Au 31 décembre 2020, le montant total se chiffre à 761,09 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 109,44%.

a- Décaissements relatifs au PIP effectués au 31 décembre 2020

Les demandes de décaissements en 2020 transmis aux bailleurs y compris la BOAD se chiffrent à 83,58 milliards de FCFA, soit 90,39% des prévisions inscrites au Programme des Investissements Publics (PIP) pour un montant de 92,46³ milliards de FCFA.

Figure 3 : Situation des décaissements extérieurs au titre du PIP en 2020



Source : DGTCP

b- Autres décaissements extérieurs

Le montant des autres décaissements extérieurs se chiffre à 232,30 milliards de FCFA, soit 123,3% du montant prévu dans la loi de finances 2020.

Il s'agit essentiellement des décaissements extérieurs obtenus auprès des bailleurs de fonds pour la riposte contre la COVID-19 pour un montant de 135,35 milliards de FCFA sous forme de prêt y compris la BOAD⁴.

Tableau 4 : Décaissement extérieurs y compris la BOAD obtenus au titre de la COVID-19

Bailleurs	Montant (en milliards de FCFA)
BAD	11,85
IDA	23,19
FMI	79,31
BOAD	21,00
Total	135,35

Sources : DGTCP

³ Ce montant ne prend pas en compte les prévisions de la BOAD pour 11 milliards de FCFA. La BOAD étant déclassé dans la dette intérieure.

⁴ 21 milliards de FCFA ont été décaissés auprès de la BOAD pour la réponse à la COVID-19

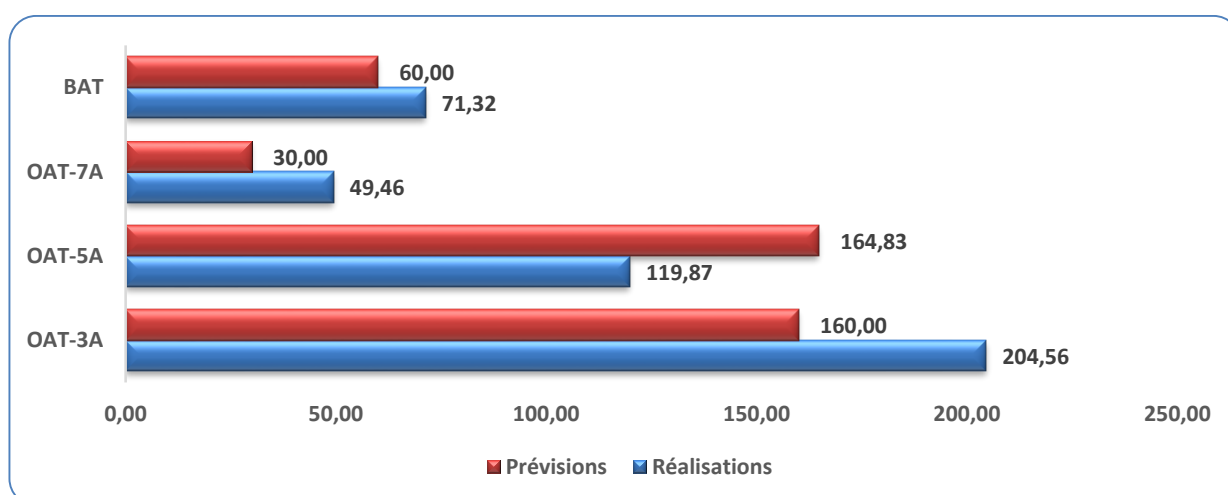
Le décaissement obtenu auprès de la Société Générale pour le compte de l'année 2020 dans le cadre de la seconde phase de reprofilage de la dette se chiffre à 96,95 milliards de FCFA. Il a permis de racheter deux (02) prêts contractés auprès de la BOAD et d'un (01) emprunt auprès du groupe Ecobank.

B - Financements intérieurs

a- Ressources mobilisées sur le marché financier régional de l'UEMOA

Au cours de l'année 2020, le Trésor Public a émis des titres publics sur le marché régional de l'UEMOA pour couvrir le besoin de financement inscrit au budget pour un montant de 445,21 milliards de FCFA représentant 107,32% des prévisions. Le dépassement de 30,38 milliards de FCFA s'explique par une émission supplémentaire compte tenu des conditions favorables sur le marché financier en fin d'année 2020.

Figure 4 : Réalisation des émissions de titres publics par maturité au 31 décembre 2020



Source : DGTCP

Il faut noter également l'émission de deux bons COVID-19 à trois (3) mois pour des décalages de trésorerie pour un montant de 178 milliards de FCFA. Ces bons COVID-19 porte le montant des émissions au 31 décembre 2020 à 623,206 milliards de FCFA.

b - Bons du Trésor

A fin décembre 2020, le volume des Bons du Trésor se chiffre à 249,318 milliards de FCFA, dont les caractéristiques sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : Caractéristiques des Bons de Trésor émis en 2020 y compris les bons COVID-19

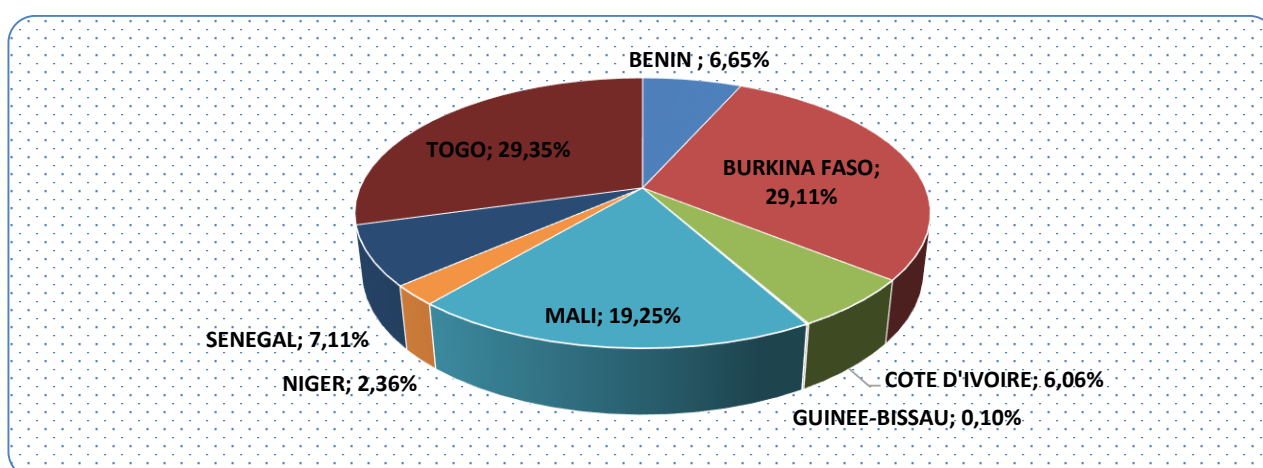
	Date de l'adjudication	Code ISIN	Échéance	Volume mis en adjudication (million de FCFA)	Volume émis (million de FCFA)	Taux de couverture du montant mis en adjudication	Taux/Prix moyen pondéré	Rendement moyen pondéré (%)
Bons du Trésor à 12 mois	17/01/2020	TG0000001312	17/01/2021	25 000	27 500	110,00%	4,95%	5,21%
	17/04/2020	TG0000001361	18/04/2021	20 000	22 000	110,00%	5,05%	5,32%
	14/05/2020*	TG0000001379	13/08/2020	108 000	108 000	100,00%	2,76%	2,78%
	05/06/2020	TG0000001387	06/06/2021	20 000	21 818	109,09%	5,10%	4,85%
	13/08/2020*	TG0000001411	12/11/2020	70 000	70 000	100,00%	2,25%	2,26%
Total				243 000	249 318			

* Bons COVID-19

Source : DGTCP

Les émissions des bons du trésor à fin 2020, ventilées par zone géographique, se présentent comme suit :

Figure 5 : Répartition des Bons du Trésor émis en 2020 par zone géographique



Source : DGTCP

Sur le compartiment des Bons du Trésor (BT), les mobilisations de ressources au cours de l'année 2020 se sont chiffrées à 71,21 milliards de FCFA de maturité d'un (1) an contre 51,35 milliards de FCFA un an auparavant pour la même maturité et de 178 milliards de FCFA pour une maturité de trois (3) mois (Bons COVID-19).

c - Obligations du Trésor

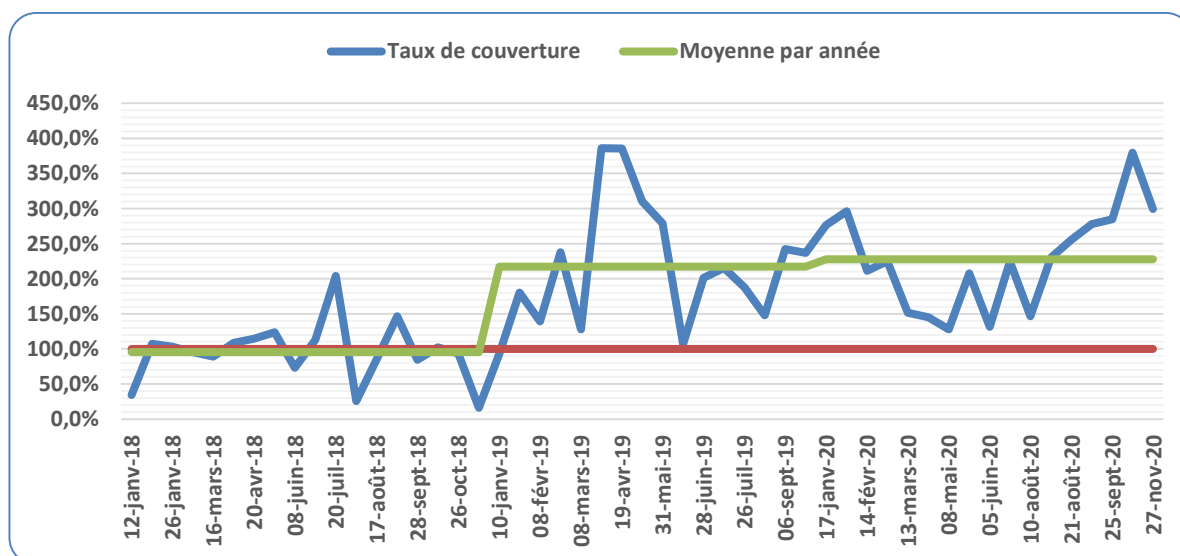
Les obligations assimilables du Trésor sont émises respectivement pour 204,56 milliards de FCFA d'une maturité initiale de 3 ans, 119,87 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 5 ans et de 49,46 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 7 ans.

Tableau 6 : Caractéristiques des Emissions d'obligations du Trésor effectuées en 2020

	Date de l'adjudication	Code ISIN	Échéance	Coupon (%)	Volume mis en adjudication (million de FCFA)	Volume émis (million de FCFA)	Taux de couverture du montant mis en adjudication	Taux/Prix moyen pondéré	Rendement moyen pondéré (%)
Obligations du Trésor à 3 ans	31/01/2020	TG0000001320	03/02/2023	6,15%	25	27,50	110,00%	100,11%	6,11%
	14/02/2020	TG0000001321	03/02/2023	6,15%	25	27,50	110,00%	100,04%	6,14%
	13/03/2020*	TG0000001346	16/03/2023	6,15%	50	31,61	63,22%	100,00%	6,15%
	08/05/2020*	TG0000001346	16/03/2023	6,15%	35	22,38	63,95%	99,20%	6,10%
	10/07/2020*	TG0000001395	13/07/2023	6,15%	30	31,31	104,36%	99,04%	6,51%
	10/08/2020*	TG0000001429	11/08/2023	6,15%	25	24,30	97,20%	98,87%	6,57%
	21/08/2020*	TG0000001445	24/08/2023	6,15%	30	12,46	41,53%	99,72%	6,25%
	14/09/2020	TG0000001445	24/08/2023	6,15%	25	27,50	110,00%	100,01%	6,15%
Obligations du Trésor à 5 ans	28/02/2020	TG0000001338	02/03/2025	6,40%	25	27,50	110,00%	100,14%	6,37%
	13/03/2020*	TG0000001338	02/03/2025	6,40%	50	10,82	21,64%	99,31%	6,51%
	08/05/2020*	TG0000001338	02/03/2025	6,40%	35	16,12	46,05%	98,45%	6,48%
	10/07/2020*	TG0000001403	13/07/2025	6,40%	30	1,62	5,41%	99,04%	6,51%
	10/08/2020*	TG0000001437	11/08/2025	6,40%	25	3,20	12,80%	99,31%	6,57%
	21/08/2020*	TG0000001452	24/08/2025	6,40%	30	20,54	68,47%	99,57%	6,50%
	25/09/2020	TG0000001452	24/08/2025	6,40%	25	27,50	110,00%	100,04%	6,39%
	23/10/2020*	TG00000014560	26/10/2025	6,40%	25	3,29	13,14%	100,83%	6,20%
	30/11/2020*	TG00000014560	26/10/2025	6,40%	20	9,29	46,43%	100,20%	6,31%
Obligations du Trésor à 7 ans	13/03/2020*	TG0000001353	16/03/2027	6,50%	50	12,53	25,06%	98,30%	6,81%
	23/10/2020*	TG0000001353	16/03/2027	6,50%	25	24,21	96,86%	100,01%	6,49%
	30/11/2020*	TG0000001353	16/03/2027	6,50%	20	12,72	63,58%	100,00%	6,49%
Total					340	373,89			

Source : DGTCP

Figure 6: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2018 à 2020



Source : DGTCP

Les émissions des titres publics se sont réalisées dans une parfaite liquidité du marché financier de l’UEMOA.

d- Résultats de l’opération de reprofilage

La stratégie définie pour l'année 2020 prenant en compte le reprofilage de la dette intérieure a permis d'atténuer le risque de refinancement en allongeant la maturité moyenne du portefeuille qui passerait de 5,1 ans à fin 2019 à 7 ans en 2024. Il a permis de régler par anticipation, trois (03) dettes supplémentaires de l’Etat dont leurs maturités résiduelles sont de 3 ans. Il s’agit de deux (02) prêts contractés auprès de la BOAD et d’un (01) emprunt auprès du groupe Ecobank. Cette seconde phase de l’opération de reprofilage a été possible grâce au financement obtenu auprès de la Société Générale pour un montant de 147,797 millions d’euros, soit 96,95 milliards de FCFA.

Les caractéristiques du prêt de la Société Générale se présentent comme suit.

Tableau 7 : Caractéristiques du prêt de la Société Générale

Montant (VN)	147,797 millions d’euros soit 96,949 milliards de FCFA
Taux	4,54%
Maturité initiale	10 ans dont 2 ans de différé
Maturité moyenne	6 ans

Source : DGTCP

IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique est constituée de la dette publique directe de l'administration centrale. Aucune garantie n'a été accordée en 2020 tout comme en 2018 et 2019.

Tableau 8 : Encours de la dette publique de 2018 à 2020 (en milliards de FCFA)

Libellés	2018	2019	2020
Dette de l'Administration Centrale, par échéance et par type d'instrument de la dette	2 191,04	2 197,74	2 555,45
<i>Court terme selon échéance initiale</i>	352,1	161,80	156,76
Titres de créance	126,61	51,35	71,32
Crédits	0	25,00	0,00
Autres comptes à payer	225,49	85,44	85,44
<i>Long terme, par échéance initiale</i>	1 838,93	2 035,94	2 398,69
Titres de créance	958,03	1 069,52	1 251,95
Crédits	880,91	966,42	1 146,74
Autres comptes à payer	0	0	0
Dette totale	2 191,04	2 197,74	2 555,45
Titres de créance	1 084,64	1 120,88	1 323,27
Crédits	880,91	991,42	1 146,74
Autres comptes à payer	225,49	85,44	85,44
Par Devise	2 191,04	2 197,74	2 555,45
Monnaie locale	1 692,23	1 575,61	1 775,23
Monnaie étrangère	498,81	622,127	780,21447
<i>Encours de la dette extérieure de l'administration centrale par type de créancier</i>	600,76	751,30	981,28
Créanciers officiels bilatéraux	40,85	32,31	35,63
Créanciers multilatéraux	237,55	331,71	478,44
Banques commerciales (Eximbank Chine ; Eximbank Inde, Sté GENERALE et MUFG BANK OF TOKYO)	322,36	387,28	467,20

Source : DGTCP/DGEAE

La dette publique à fin décembre 2020 se chiffre à 2 555,45 milliards de FCFA, soit 59,42% du PIB. La situation de la dette publique de 2018 à 2020 est résumée dans le tableau ci-dessous.

Le taux d'endettement est passé de 51,95% en 2019 à 59,42% en 2020 et respecte la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%.

Le service de la dette publique totale payé au cours de la gestion 2020, se chiffre à 479,58 milliards de FCFA dont 95,2 milliards de FCFA de dette rachetée dans le cadre de l'opération de reprofilage. Il n'y a pas eu d'accumulation des arriérés de paiements du principal et des intérêts au cours de la période tout comme au 31 décembre 2019.

Tableau 9 : Situation de la dette de 2018 à 2020

Libellés	2018	2019	2020
Dette Totale	2 191,04	2 197,74	2 555,45
<i>Dette Extérieure</i>	600,76	751,30	981,28
<i>Dette Intérieure</i>	1 590,28	1446,44	1574,17
Total de Tirages / Emissions	517,18	534,04	762,30
<i>Dette Extérieure</i>	72,55	181,96	272,32
<i>Dette Intérieure</i>	444,64	352,08	489,98
Total du Service de la Dette (a + b)	439, 12	517,68	479,58
<i>Service de la Dette Extérieure</i>	42,26	47,24	31,95
<i>Service de la Dette Intérieure*</i>	396,86	470,45	447,62
Total des remboursements de principal (a)	368,77	431,82	381,60
<i>Dette Extérieure</i>	33,72	38,44	19,35
<i>Dette Intérieure</i>	335,05	393,38	362,25
Total des paiements d'intérêt et commissions (b)	70,35	85,86	97,98
<i>Dette Extérieure</i>	8,53	8,80	12,60
<i>Dette Intérieure</i>	61,82	77,07	85,37

Source : DGTCP

A. Dette publique intérieure

Le stock de la dette intérieure se chiffre à 1 574,17 milliards de FCFA à fin décembre 2020, soit une hausse de 8,83% par rapport à son niveau à fin 2019 due à la mobilisation des titres et aux décaissements sur les prêts pour le financement des investissements et des dépenses d'urgences liées à la riposte contre la COVID-19.

Ce stock comprend les arriérés consolidés audités par le cabinet KPMG et la dette en souffrance des sociétés liquidées pour un montant de 85,44 milliards de FCFA. La dette structurée comprend essentiellement les titres publics émis sur le marché financier régional de l'UEMOA. Le détail est consigné dans le tableau ci-après.

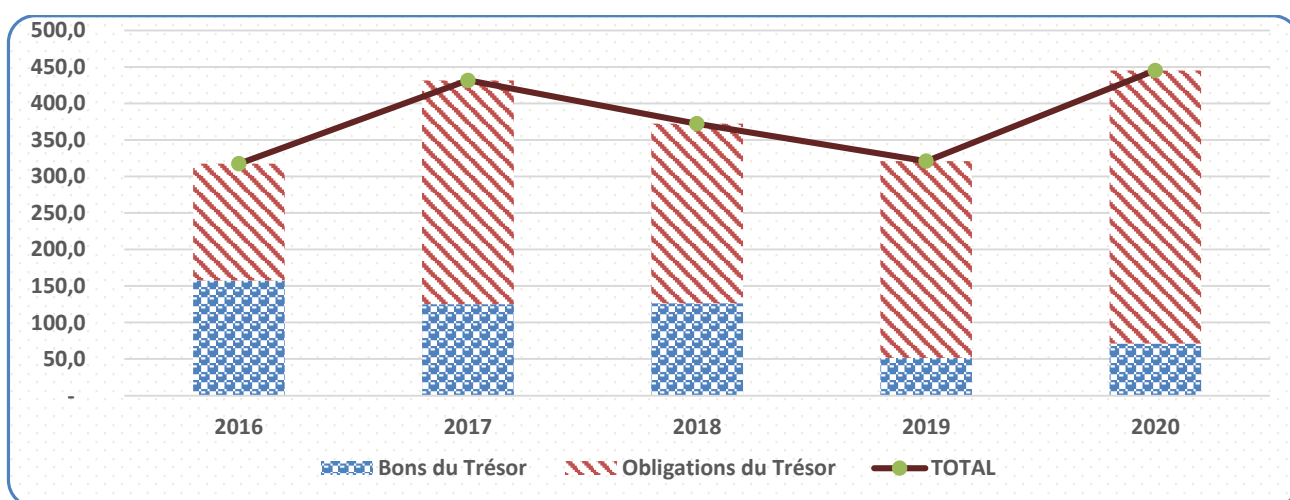
Tableau 10 : Dynamique de la dette intérieure entre 2019 et 2020

LIBELLES	ENCOURS AU 31-12-2019	REMBOURSEMENT AU TITRE DU PRINCIPAL	TIRAGES 2020	ENCOURS AU 31-12-2020
I-TITRES DE CREANCES	1 120,88	242,82	445,21	1 323,27
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	1 069,52	191,46	373,89	1 251,95
BONS DU TRESOR	51,35	51,35	71,318	71,32
II-PRETS	240,12	119,43	44,77	165,46
ALLOCATION DTS	0,82	0,54	0	0,28
BOAD, ECOBANK et IBBANK	239,31	118,89	44,77	165,19
III-AUTRES COMPTES A PAYER (ARRIERES)	85,44	0	0	85,44
TOTAL	1 446,44	362,25	489,98	1 574,17

Source : DGTCP

Le montant global des émissions brutes sur le marché régional ressort à 445,21 milliards de FCFA au titre de 2020, en hausse de 124,36 milliards de FCFA par rapport à 2019. L'évolution des émissions brutes sur les cinq (5) dernières années est présentée par la figure ci-après.

Figure 7 : Evolution des émissions brutes de 2016 à 2020



Source : DGTCP

B. Dette publique extérieure

1 - Situation de la dette extérieure à fin 2020

L'encours de la dette extérieure au 31 décembre 2020 se chiffre à 981,28 milliards de FCFA contre 751,30 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette variation est due aux tirages pour 284,62 milliards de FCFA, des remboursements pour 23,92 milliards de FCFA y compris l'annulation des échéances

du FMI pour 4,6 milliards de FCFA et les fluctuations de taux de change et autres ajustements pour environ (– 30,73) milliards de FCFA.

Tableau 11 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2020

CREANCIERS	ENCOURS AU 31.12.2019	PRINCIPAL PAYÉS EN 2020 ET ANNULATION FMI	TIRAGES 2020 + TIRAGES SERVICE REECHELONNE	VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE AUTRES AJUSTEMENTS (TIRAGES ANTERIEURS)	ENCOURS AU 31.12.2020
BILATERAUX	32,31	1,07	7,02	-2,64	35,63
COMMERCIAUX	387,28	9,99	114,84	-24,94	467,20
MULTILATERAUX	331,71	12,87	162,76	-3,15	478,44
TOTAL EXTÉRIEURE	751,30	23,92	284,62	-30,73	981,28

Source : DGTCP

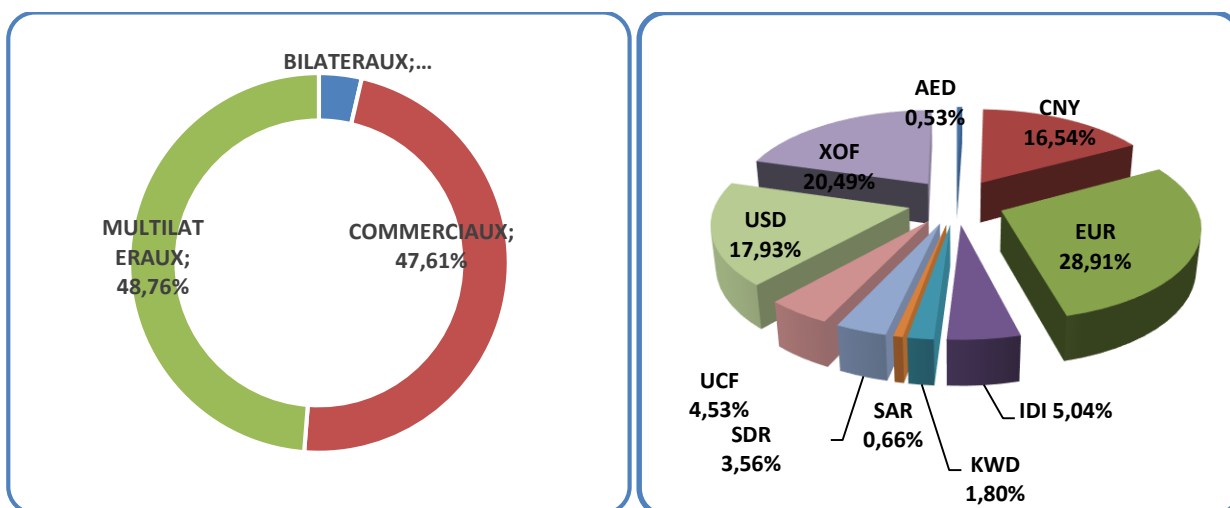
2 - Composition de la dette extérieure

La dette extérieure du Togo à fin décembre 2020 se chiffre à 981,28 milliards de FCFA et représente 38,40% du portefeuille, soit 22,82% du PIB.

La décomposition de l'encours de la dette extérieure par type de créanciers et par devise est présentée ci-dessous.

L'encours de la dette extérieure est composé de 48,76% des engagements envers les créanciers multilatéraux, 47,61% envers les commerciaux et de 3,63% envers les bilatéraux.

Figure 8 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devises à fin 2020



Source : DGTCP

Le portefeuille de la dette publique est moins exposé au risque de taux de change. Il est composé de 69,47% de dettes libellées en FCFA et de 11,03% de dette en Euro, soit 80,50% de dette non fluctuante et 19,50% de dette fluctuante.

Toutefois, le portefeuille de la dette extérieure (38,40% de la dette totale) est influencé par les fluctuations de certaines devises majeures dont les proportions sont : 17,93% pour le dollar US et 16,54% pour le yuan renminbi (CNY). On note une proportion non négligeable de la dette extérieure libellée en Euro (28,91%) qui est une devise non fluctuante vis-à-vis du FCFA, comme le montre la figure ci-dessus. Il faut signaler également que tous les concours du FMI en DTS dont l'encours représente 20,49% de la dette extérieure n'ont pas d'effet sur le taux de change en raison de la conversion du DTS en FCFA par des accords signés entre la BCEAO et l'Etat. Le risque de refinancement est faible compte tenu de la maturité longue des financements extérieurs.

➤ Emprunts bilatéraux

Cette catégorie de dette occupe une faible part, soit 3,63% du portefeuille de la dette extérieure. Le principal créancier bilatéral auprès de qui le Gouvernement togolais a des engagements est le Fonds Koweïtien (50,9%).

Tableau 12 : Caractéristiques et encours des emprunts bilatéraux au 31 décembre 2020

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)
BELGIQUE	EUR	30	11	0	5,83
FDS SAOUDIEN	SAR	25	5	2	6,49
FONDS KOWEITIEN	KWD	26	6	2	17,69
FONDS D'ABU DHABI	AED	20	5	1	5,22
TOTAL					35,23

Source : DGTCP

➤ Emprunts multilatéraux

Les emprunts multilatéraux se présentent comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 13 : Caractéristiques et encours des emprunts multilatéraux au 31 décembre 2020

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)
BADEA	USD	25	10	1	8,80
BEI	USD	22	6	2	8,80
BID*	USD-IDI	25	7	2	61,45
BIDC	USD-UCF	26	5	2,75	18,96
FAD	UCF	40	10	0,75	37,04
FIDA	SDR	40	10	0,75	5,91
FMI	SDR	10	6	0,5	201,06
IDA	EUR-SDR	36	6	0,75	128,19
OPEC	USD	20	5	2,25	8,24
TOTAL					478,44

NB : Pour la BID, il s'agit des charges administratives

Source : DDTCP

La dette multilatérale vient en première position sur la base des trois (3) types de créanciers extérieurs avec 48,76% du portefeuille de la dette extérieure. En termes de proportion, les engagements du Gouvernement togolais représentent 42,02% du portefeuille de la dette extérieure pour le FMI contre 26,79% pour l'IDA et 12,84% pour la BID.

➤ Emprunts commerciaux

La dette commerciale occupe la deuxième place du portefeuille de la dette extérieure par type de créanciers après les multilatéraux, soit 47,61%. L'Eximbank Chine (59,93%) est le principal créancier, suivi respectivement de la SOCIETE GENERALE (20,75%) et de BANK OF TOKYO-MUFG (14,55%) dans le cadre de l'opération de reprofilage de la dette intérieure, puis de l'Eximbank Inde (4,77%) pour cette catégorie de dette. Il faut relever que les financements d'Eximbank Chine ont permis de réaliser de grands travaux d'infrastructures, notamment la construction et la réhabilitation de l'Aéroport et l'aménagement de voies de contournement au Togo.

Tableau 14 : Caractéristiques et encours des emprunts commerciaux au 31 décembre 2020

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (milliard de FCFA)
EXIMBANK CHINE	USD - CNY	20	7	2	279,98
EXIMBANK INDE	USD	22	7	1,75	22,30
BK OF TOKYO-MUFG	EUR	10	2	4,68	67,97
SOCIETE GENERALE	EUR	10	2	4,54	96,95
TOTAL					467,20

Source : DGTCP

V – INDICATEUR DE COUT ET DE RISQUE DU PORTEFEUILLE

Les indicateurs de coût et de risques ont été calculés sur le portefeuille de la dette publique y compris les arriérés à fin décembre 2020 qui se chiffre à 2 555,45 milliards de FCFA (avec la prise en compte du moratoire accordé par certains créanciers⁵ (**Encadré 1**) suite à la pandémie de la COVID-19). Le montant total des arriérés se chiffre à 85,44 milliards de FCFA, soit 3,34% du portefeuille. Le tableau ci-dessous résume les indicateurs de coûts et de risques liés au portefeuille de la dette publique.

⁵ Il s'agit de : Fonds Koweïtien, Fonds Saoudien et Eximbank Chine

Tableau 15 : Indicateurs de coût et de risques à fin décembre 2020

Indicateurs de coût et risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (en millions de FCFA)		981 276,36	1 574 169,87	2 555 446,23
Montant (en millions d'USD)		1 834,86	2 943,50	4 778,36
Dette nominale en % du PIB		22,82	36,60	59,42
VAN en % PIB		17,68	36,60	54,28
Coût de la dette	Intérêts payés (% PIB)	0,45	2,11	2,56
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,96	6,10	4,46
Risque de refinancement	ATM (année) : Maturité moyenne du portefeuille	8,65	3,10	5,23
	Dettes échéant dans trois (3) mois (% de la dette totale)	4,44	22,62	15,64
	Dettes échéant dans trois (3) mois (% PIB)	1,01	8,28	9,29
Risque de taux d'intérêt	ATR : Temps moyen jusqu'à refixation (année)	8,65	3,10	5,23
	Refixation dans trois (3) mois (% de la dette totale)	4,44	22,62	15,64
	Dettes à taux fixe y compris Bons du Trésor (% de la dette totale)	100,00	100,00	100,00
	Bons du Trésor en % de la dette totale	0,00	9,77	6,02
Risque de taux de change	Dettes extérieures en % de la dette totale			38,40
	Dettes extérieures exclues le FCFA et Euro en % de la dette totale			19,50

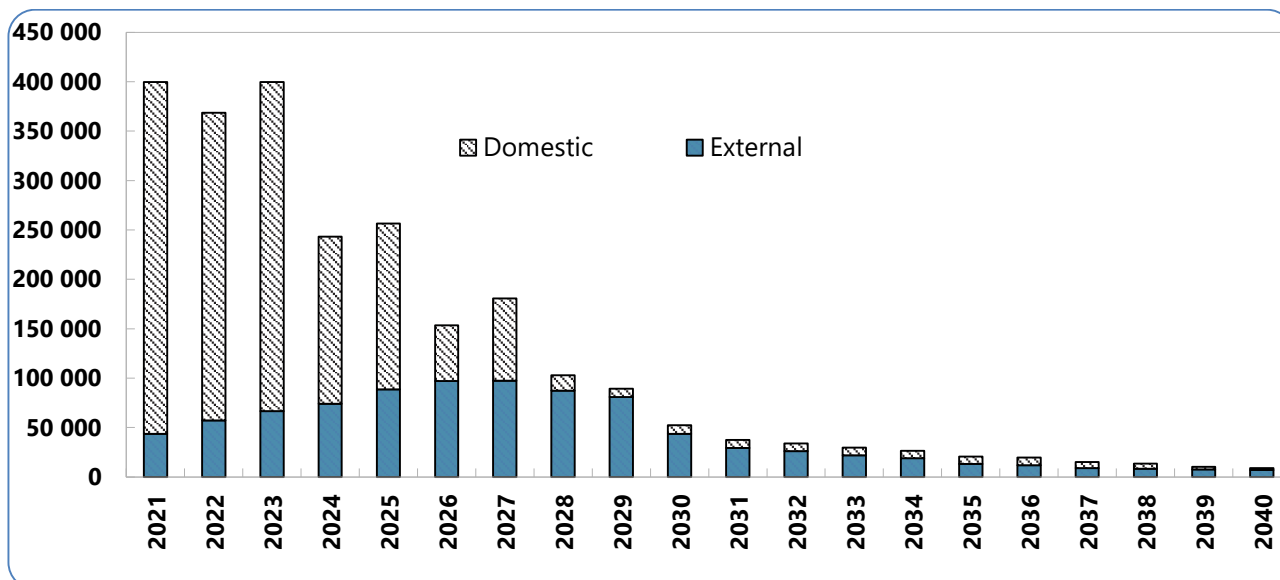
Source : DGTCP

A- Coût du portefeuille

Le coût du portefeuille de la dette est analysé à travers le taux d'intérêt implicite. Il ressort à 4,46 % en 2020 contre 4,49% en 2019 pour l'ensemble du portefeuille. Ce coût relativement élevé s'explique par la forte proportion de la dette intérieure, dominée par les titres publics, qui coûtent en moyenne 6,10%, soit au moins trois (3) fois plus cher que la dette extérieure (1,96%). La réduction de ce coût dépendra de la capacité de l'Etat à mobiliser à moyen terme les ressources concessionnelles. La charge d'intérêt représente 2,56% du PIB. Elle est de 2,11% du PIB pour la dette intérieure contre 0,45% du PIB pour la dette extérieure.

Le profil d'amortissement de la dette montre clairement que le portefeuille est exposé à un risque de refinancement compte tenu de la maturité relativement courte des emprunts de la dette intérieure. La figure ci-dessous indique une concentration des échéances de la dette intérieure au cours des trois (3) prochaines années qui risque de générer des pressions de refinancement.

Figure 10 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2020



Source : DGTCP

B- Risques liés au portefeuille de la dette existante

1- Risque de refinancement

Le risque de refinancement est mesuré à travers trois indicateurs :

- ✓ la maturité moyenne du portefeuille ;
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage du PIB ; et
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage de la dette totale.

La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille est de 5,23 ans à fin décembre 2020 contre 5,08 ans à fin 2019. La maturité s'est rallongée légèrement compte tenu de l'opération de reprofilage. Cet indicateur est influencé par la dette extérieure ayant pour maturité moyenne de 8,65 ans. La maturité moyenne de la dette intérieure est de 3,10 ans.

L'encours de la dette arrivant à échéance au 31 décembre 2021 (à partir du 1^{er} janvier 2021) représente 15,64% de l'ensemble du portefeuille de la dette, soit 9,29% du PIB. La part de la dette intérieure qui arrive à échéance représente 22,62% et celle de la dette extérieure est de 4,44%.

Le profil de maturité indique également une forte concentration des échéances au cours des trois (3) prochaines années, ce qui pourrait générer des pressions de refinancement.

2- Risque de taux d'intérêt

Le risque de refixation ou de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de trois (3) indicateurs :

- a. la durée moyenne jusqu'à révision du taux ;
- b. la dette à réviser dans un délai d'un an ; et
- c. la dette à taux fixe.

La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille jusqu'à la révision des taux est de 5,23 ans. Cet indicateur relativement faible est influencé par la dette intérieure ayant pour maturité moyenne de 3,08 ans. La maturité moyenne de la dette extérieure est de 8,65 ans.

L'encours de la dette dont le taux sera révisé au 31 décembre 2021 (à partir du 1^{er} janvier 2021) représente 15,64% de la dette totale. Cette dette qui arrive à échéance sur la période devrait toutefois être refinancée à de nouvelles conditions financières du marché, ce qui exposerait le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. C'est le cas notamment de 22,62% de la dette intérieure qui viendrait à échéance en 2021. Il n'y a pas de dette à taux variable dans le portefeuille, ce qui réduit l'exposition du portefeuille aux fluctuations des taux d'intérêts.

3- Risque de taux de change

Au vu de la composition de l'encours, la dette publique est moins exposée au risque de taux de change. En effet, il est composé de 69,47% de dettes libellées en FCFA et de 11,03% de dette en Euro, soit 80,50% de dette non fluctuante et 19,50% de dette fluctuante.

Le portefeuille de la dette extérieure (38,40% de la dette totale) est tout de même influencé par les fluctuations de certaines devises majeures dont les proportions sont : 17,93% pour le dollar US et 16,54% pour le yuan renminbi (CNY). On note une proportion non négligeable de la dette extérieure libellée en Euro (28,91%) qui est une devise non fluctuante vis-à-vis du FCFA. Il faut signaler également que tous les concours du FMI en DTS dont l'encours représente 20,49% de la dette extérieure n'ont pas d'effet sur le taux de change en raison de l'accord signé entre la BCEAO et l'Etat.

Encadré 1 :

1- Initiative de Suspension des Services de la Dette (ISSD)

Pour permettre aux pays à faible revenus de faire face aux conséquences de la pandémie de la COVID-19, au mois d'avril 2020, le Comité du développement, organe conjoint de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), et les ministres des Finances du G20 ont validé la mise en place de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD). Cette initiative vise principalement à permettre aux pays pauvres de concentrer leurs ressources sur la lutte contre la pandémie, afin de protéger la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes vulnérables.

En application de l'ISSD, le Club de Paris a reconnu la République togolaise comme étant un bénéficiaire de l'initiative. Par conséquent, les représentants des pays créanciers du Club de Paris ont accepté d'accorder au Togo une suspension du service de la dette pour les échéances du 1^{er} mai au 31 décembre 2020. Le Gouvernement togolais s'est engagé à consacrer les ressources libérées par cette initiative à l'augmentation des dépenses afin d'atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19. Le Togo a également sollicité auprès des autres créanciers officiels bilatéraux un traitement similaire du service de la dette sur la période convenue.

La République Togolaise a bénéficié de cette initiative auprès de Eximbank Chine, Fonds Saoudien, Fonds Koweïtien, AFD et FMI.

Le montant du service de la dette ayant fait l'objet de moratoire est estimé à 17,1 milliards de FCFA (32,0 millions de dollars américains ou 0,39% du PIB₂₀₂₀) dont 12,5 milliards de FCFA rééchelonné et 4,6 milliards de FCFA annulé (FMI).

Les créanciers du Club de Paris continueront de se coordonner étroitement avec les autres parties prenantes pour la mise en œuvre de cette initiative, en particulier lors de l'examen de nouvelle extension de la période de suspension.

2 - Bons COVID-19

Pour appuyer les Etats membres de l'UMOA dans la gestion de la crise sanitaire, la BCEAO a mis en place un guichet spéciale pour le financement de la trésorerie à travers les Bons COVID-19. Le Togo a levé un montant de 178 milliards de FCFA en deux émissions de maturité trois (3) mois dont la dernière est remboursée en novembre 2020.

VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT

Pour faire face aux effets de la pandémie de la COVID-19, l'Etat togolais a accordé de garantie sur les emprunts intérieurs en 2020 dans le cadre du soutien aux agriculteurs sollicitée pour le compte du Projet relatif au Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (MIFA S.A). Le montant des engagements garantis par l'Etat pour ce projet se chiffre à 17,30 milliards de FCFA. L'encours se chiffre à 0,44 milliard de FCFA à fin décembre 2020.

Tableau 16 : Encours des prêts garantis en 2020 par l'Etat en milliards de FCFA

BENEFICIAIRE	Projet	MONTANT GARANTI (2020)	MONTANT DECAISSE (ENCOURS FIN 2020)
MIFA S.A pour le compte des banques locales	Financement des acteurs de la chaîne de valeur agricole	17,3	0,44
PIB		4 359,9	4 359,9
TAUX (%)		0,40	0,01

NB : Il s'agit de la garantie accordée par l'Etat pour soutenir le secteur agricole des effets de la pandémie de la COVID-19

Source : DGTCP

VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)

Les activités de la CNDP au titre de l'année 2020 s'articulent autour des points suivants :

A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique

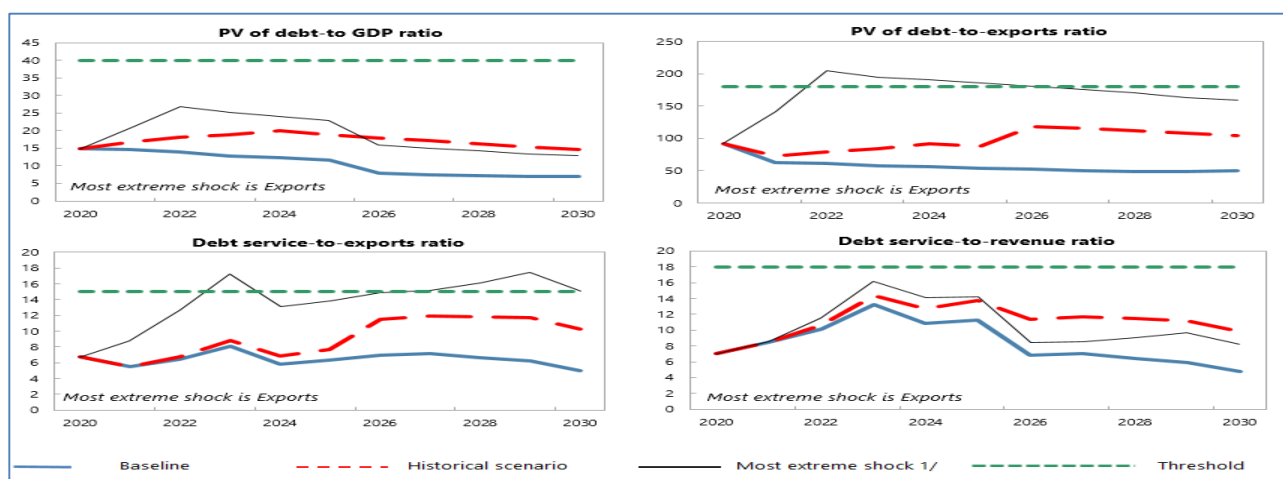
La Commission Technique du CNDP a procédé à l'Analyse de viabilité de la dette publique (AVD) du Togo sur la période 2020-2040 avec les données macroéconomiques et les données de la dette publique à fin décembre 2019.

L'objectif du gouvernement en matière de la maîtrise des dépenses publiques a porté sur l'efficacité et l'efficience dans les choix stratégiques et la gestion des allocations budgétaires, à travers l'opérationnalisation des budgets-programmes dans toute l'administration publique dans l'optique d'une gestion axée sur les résultats.

A fin 2019, la note de l'IC attribuée au Togo dans le nouveau cadre révisé de viabilité de la dette (CVD) est de 2,89 le classant ainsi parmi les pays qui ont une capacité d'endettement moyenne.

Au regard des résultats obtenus, il ressort que les indicateurs d'endettements extérieur sont largement en deçà des normes requis dans le CVD. En cas de chocs, les ratios demeurent largement en deçà de la norme. Toutefois, la dette extérieure étant classifiée selon la devise et non selon la résidence, présente un risque de surendettement modéré.

Figure 9 : Seuil de viabilité de la dette extérieure

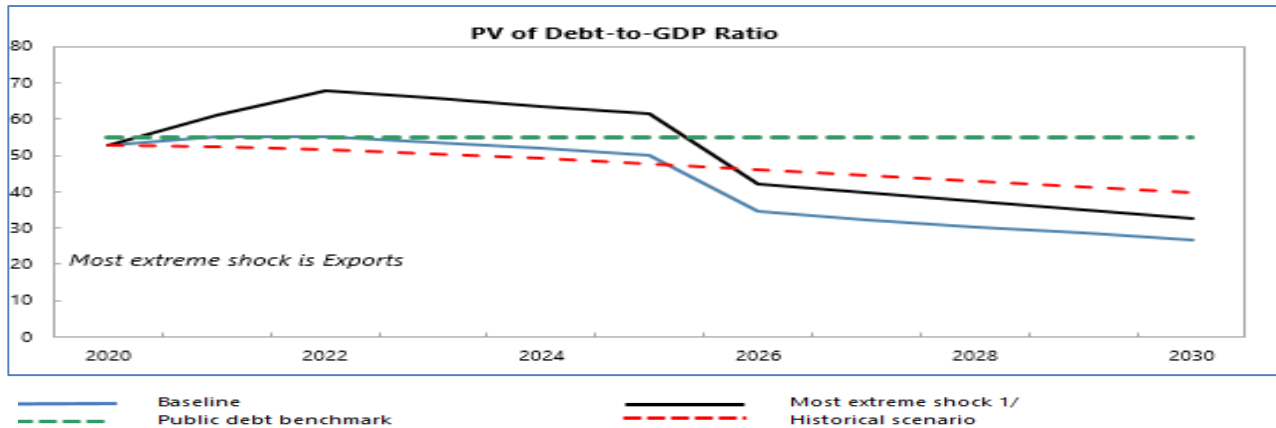


Source : DGTCP (CVD)

Quant à la dette totale, elle présente un risque de surendettement modéré en comparant le seuil de viabilité à la norme de la Valeur Actualisée rapportée au PIB qui est de 52,9% en 2020, inférieure au seuil de 55%. Ce ratio est projeté en moyenne à 53,1% sur les prochaines années. En cas de choc extrême portant sur la baisse du taux de croissance des exportations d'un écart type sur sa valeur historique en 2021, la VA/PIB passe largement au-dessus de la norme de 55% jusqu'en 2025. Le

Scénario de référence coïncide avec la norme en 2021 et 2022 avant d’amorcer sa tendance baissière jusqu’à la fin 2030. Il va s’en dire que la politique d’emprunt doit privilégier les prêts concessionnels en 2021 et 2022 afin d’assurer la soutenabilité de la dette publique dans le long terme.

Figure 10 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)



Source : DGTCP (CVD)

B- Elaboration du document de stratégie d’endettement public

Suivant les orientations du programme triennal conclu avec le FMI et celles du Gouvernement visant à mobiliser des ressources concessionnelles, tout en contribuant au développement du marché des titres publics de l’UEMOA, la stratégie retenue vise :

- la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels et l’émission des titres publics de maturité relativement longue sur le marché financier régional ;
- la poursuite de la mise en œuvre par le Gouvernement des réformes dans le but de préserver les acquis du programme avec le FMI et de l’amélioration de la qualité de ses politiques et institutions pour bénéficier des nouvelles facilités de l’IDA19 (2021-2023) et du FAD15 (2020-2023) et des dons auprès d’autres partenaires ;
- l’émission par le Trésor Public des titres par voie d’adjudication et de syndication de maturité allant de 7 à 10 ans pour rallonger la maturité de la dette intérieure. La maîtrise du risque de refinancement au-delà de 2020, exige du Trésor Public une gestion active de la dette à travers les mécanismes de rachat et d’échange de titres.

Selon la stratégie retenue, à l’horizon 2024, le portefeuille de la dette publique devrait être composé d’environ 51,7% de dette extérieure et 48,3% de dette intérieure contre respectivement 42,3% et 57,7% à fin 2019. La dette qui arrive à échéance dans un an ressortirait entre 16,3% en 2024 contre 13,2% en 2019 compte tenu de l’opération de reprofilage dont le remboursement commencerait à partir de 2024. Par contre, la maturité moyenne du portefeuille serait d’environ 7,0 ans à l’horizon 2024 contre 5,4 ans en 2019.

C - Dossiers spécifiques examinés par le CNDP

Dans le cadre de ses activités, le CNDP a procédé en 2020 à l'élaboration et à la validation avec l'appui et l'assistance technique de l'Afritac de l'Ouest du FMI et de la Banque Mondiale du document de la Stratégie de dette à moyen terme (SDMT 2020-2024). Le CNDP a procédé également à la validation des bulletins statistiques trimestriels. Au cours de la gestion 2020, le CNDP n'a statué sur aucune demande de financement. Toutefois, le secrétariat du CNDP, assuré par la DDPF a procédé à l'étude des projet d'accord de financement et a participé aux différentes négociations qui ont abouti à la signature des conventions de financement comme le montre le tableau des engagements extérieurs 2020. Il a par ailleurs signé les accords de suspension des paiements du service de la dette avec les créanciers bilatéraux dans le cadre de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD).

La DDPF a également procédé à l'examen des dossiers de requêtes de financement et des dossiers de demandes de prorogation de la date limite de décaissement des ressources de prêts et de dons. La liste des requêtes de financement adressées aux différents bailleurs de fonds se présente comme suit :

Tableau 17 : Liste des requêtes de financement adressées aux bailleurs de fonds

Bailleur	Nom du Projet	Montant sollicité	Devise originale	Montant (en milliards de FCFA)
BM	Plan de riposte contre la crise sanitaire liée à la Covid-19	10 000 000	USD	6,05
BAD	Plan de riposte contre la crise sanitaire liée à la Covid-19	20 000 000 000	FCFA	20,00
BOAD	Plan de riposte contre la crise sanitaire liée à la Covid-19	15 000 000 000	FCFA	15,00
BID	Plan de riposte contre la crise sanitaire liée à la Covid-19	44 000 000 000	FCFA	44,00
BOAD	Programme national d'urgence sanitaire liée à la Covid-19	6 000 000 000	FCFA	6,00
BOAD	Projet du plan d'apurement de la dette auprès des fournisseurs d'énergie de la de la Compagnie Energie Énergie du Togo (CEET)	25 000 000 000	FCFA	25,00
FIDA	Projet d'urgence d'appui à la résilience et la relance du secteur agricole et du secteur informel au Togo (PARRSASI-Togo)	20 000 000 000	FCFA	20,00
KFW	Projet d'hybridation de moteurs des plateformes multifonctionnelles avec système solaire au Togo (financement additionnel par Don)	2 000 000 000	FCFA	2,00
AFD	Programme d'Extension de Réseaux Electriques dans les Centres Urbains du Togo (PERECUT)	40 000 000	EUR	26,24
BID	Projet d'électrification rurale par mini réseaux solaires au Togo, phase II	37 170 000	USD	22,49
AFD	Plan stratégique de lutte contre le Coronavirus, soutien au programme NOVISSI (Don)	3 000 000	EUR	1,97
BAD	Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP) phase II	20 000 000 000	FCFA	20,00
BOAD	Projet de Construction d'une centrale solaire Photovoltaïque de 30 MWc à Blitta	7 000 000 000	FCFA	7,00
ADFD	Projet de Construction d'une centrale solaire Photovoltaïque de 30 MWc à Blitta	15 000 000	USD	9,08
BAD	Programme d'aménagement hydr-agricole et de valorisation des terres agricoles	12 043 000	EUR	7,90
BID	Projet d'appui au renforcement du système de santé et des soins de santé primaires	50 000 000	USD	30,25
FIDA	Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres Covid-19 (Don)	457 426	USD	0,28
BEI	Plan de riposte contre la crise sanitaire liée à la Covid-19	25 000 000	EUR	16,40
ADEX	Projet de construction de la Centrale solairephotovoltaïque Sheikh Mohammed Bin Zayed de 50 MW (Financement complémentaire)	10 000 000	USD	6,05
TOTAL				285,69

Source : DGTCP

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	2
SIGLES ET ACRONYMES.....	3
Introduction	4
I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	5
II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES	5
A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt	5
1- Evolution de l'économie	5
2- Evolution des taux d'intérêts	6
III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT EN 2020	8
A- Financements extérieurs	8
1- Nouveaux engagements extérieurs	8
2- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2020	9
a- Décaissements relatifs au PIP effectués au 31 décembre 2020	10
b- Autres décaissements extérieurs.....	10
B - Financements intérieurs.....	11
a- Ressources mobilisées sur le marché financier régional de l'UEMOA.....	11
b - Bons du Trésor	11
c - Obligations du Trésor	12
d- Résultats de l'opération de reprofilage.....	14
IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	15
A. Dette publique intérieure	16
B. Dette publique extérieure	17
1 - Situation de la dette extérieure à fin 2020.....	17
2 - Composition de la dette extérieure.....	18
V – INDICATEUR DE COUT ET DE RISQUE DU PORTEFEUILLE.....	20
A- Coût du portefeuille.....	21
Figure 10 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2020	22
B- Risques liés au portefeuille de la dette existante	22
1- Risque de refinancement.....	22
2- Risque de taux d'intérêt	23
3- Risque de taux de change.....	23
VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT.....	24
VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)	25
A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique.....	25
B- Elaboration du document de stratégie d'endettement public.....	26

C - Dossiers spécifiques examinés par le CNDP.....	27
--	----